

Grève au sein du personnel précaire de la société BlueComm

Nous sommes des travailleurs précaires — étudiants, chômeurs,... —, engagés en Belgique francophone par la société suisse BlueComm pour faire remplir des questionnaires dans le cadre d'une enquête sur « l'esprit d'entreprise » parmi les jeunes Wallons et Bruxellois de la tranche d'âge 15-24 ans. Nous représentons la majorité des employés de cette société en Belgique. Face à des conditions de travail et de rémunération particulièrement mauvaises et à des pratiques qui nous semblent ne pas respecter nos droits élémentaires, nous avons décidé de nous mettre en grève, avec les revendications suivantes.

1) Les responsables de la société Bluecomm ont explicitement incité les travailleurs à prêter au noir : aucune information sur les contrats n'était disponible aux séances de briefing organisées au moment du recrutement, on nous a incité à travailler au noir pour plus de facilité, verbalement d'abord, puis par incitants salariaux. Ceux qui désirent être déclarés ne recevrons pas les 12 euros prévus par questionnaire, mais 7,70 euros net. Les autres gardent 12 euros. Après des demandes répétées, aucun d'entre nous n'a pu obtenir de contrat de travail. Nous disposons des preuves (courriels et enregistrement vocal) de ce que nous avançons.

Nous exigeons des contrats de travail en bonne et due forme.

2) Nous sommes payés de façon forfaitaire et non pas à l'heure de travail. Nous avons droit à 12 euros (brut) par questionnaire rempli, alors que, tout compris, le temps estimé pour en remplir un est en moyenne de 2 à 3 heures. Nos frais de téléphone et de déplacement nécessaires pour trouver les personnes à interroger (l'enquête est conduite selon la méthode dite « des quotas », ce qui implique l'obliga-

tion pour les enquêteurs de trouver des profils précis) ne sont pas remboursés, sauf les timbres pour renvoyer les questionnaires remplis à BlueComm et les boissons (« non alcoolisées ») qu'on aurait dû offrir... Nous recevons donc un salaire qui tourne autour de maximum 4 euros de l'heure (sans prendre en compte les coûts non quantifiables).

Nous exigeons une rétribution forfaitaire nette de 25 euros par questionnaire et le remboursement complet des frais.

3) La société BlueComm se réserve dans l'état actuel des choses le droit d'invalider unilatéralement les questionnaires que nous remplissons. Nous ne sommes pas payés pour les questionnaire invalidés.

Nous exigeons une modification de la procédure de validation des questionnaires.

Par ailleurs, nous constatons que la société BlueComm et ses pratiques indéfendables ne sont que les sous-traitants d'un organisme belge ayant pignon sur rue : la fondation Free, elle-même composée du gratin économique belge (Compagnie Nationale à Portefeuille s.a., Electrabel, Fortis Banque s.a., GlaxoSmithkline Biologicals s.a., Lhoist s.a., Groupe Siemens Belgique/Luxembourg s.a., Sonaca s.a.). Ceci appelle, nous semble-t-il, une réaction vis-à-vis de BlueComm de la part de ces différentes structures si elles ne veulent pas être assimilées aux pratiques de leur sous-traitant.

Pour plus d'information, veuillez contacter notre porte-parole Bob le Précaire au numéro 0499.39 29 38.

www.flexblues.be



Grève au sein du personnel précaire de la société BlueComm

Nous sommes des travailleurs précaires — étudiants, chômeurs,... —, engagés en Belgique francophone par la société suisse BlueComm pour faire remplir des questionnaires dans le cadre d'une enquête sur « l'esprit d'entreprise » parmi les jeunes Wallons et Bruxellois de la tranche d'âge 15-24 ans. Nous représentons la majorité des employés de cette société en Belgique. Face à des conditions de travail et de rémunération particulièrement mauvaises et à des pratiques qui nous semblent ne pas respecter nos droits élémentaires, nous avons décidé de nous mettre en grève, avec les revendications suivantes.

1) Les responsables de la société Bluecomm ont explicitement incité les travailleurs à prêter au noir : aucune information sur les contrats n'était disponible aux séances de briefing organisées au moment du recrutement, on nous a incité à travailler au noir pour plus de facilité, verbalement d'abord, puis par incitants salariaux. Ceux qui désirent être déclarés ne recevrons pas les 12 euros prévus par questionnaire, mais 7,70 euros net. Les autres gardent 12 euros. Après des demandes répétées, aucun d'entre nous n'a pu obtenir de contrat de travail. Nous disposons des preuves (courriels et enregistrement vocal) de ce que nous avançons.

Nous exigeons des contrats de travail en bonne et due forme.

2) Nous sommes payés de façon forfaitaire et non pas à l'heure de travail. Nous avons droit à 12 euros (brut) par questionnaire rempli, alors que, tout compris, le temps estimé pour en remplir un est en moyenne de 2 à 3 heures. Nos frais de téléphone et de déplacement nécessaires pour trouver les personnes à interroger (l'enquête est conduite selon la méthode dite « des quotas », ce qui implique l'obliga-

tion pour les enquêteurs de trouver des profils précis) ne sont pas remboursés, sauf les timbres pour renvoyer les questionnaires remplis à BlueComm et les boissons (« non alcoolisées ») qu'on aurait dû offrir... Nous recevons donc un salaire qui tourne autour de maximum 4 euros de l'heure (sans prendre en compte les coûts non quantifiables).

Nous exigeons une rétribution forfaitaire nette de 25 euros par questionnaire et le remboursement complet des frais.

3) La société BlueComm se réserve dans l'état actuel des choses le droit d'invalider unilatéralement les questionnaires que nous remplissons. Nous ne sommes pas payés pour les questionnaire invalidés.

Nous exigeons une modification de la procédure de validation des questionnaires.

Par ailleurs, nous constatons que la société BlueComm et ses pratiques indéfendables ne sont que les sous-traitants d'un organisme belge ayant pignon sur rue : la fondation Free, elle-même composée du gratin économique belge (Compagnie Nationale à Portefeuille s.a., Electrabel, Fortis Banque s.a., GlaxoSmithkline Biologicals s.a., Lhoist s.a., Groupe Siemens Belgique/Luxembourg s.a., Sonaca s.a.). Ceci appelle, nous semble-t-il, une réaction vis-à-vis de BlueComm de la part de ces différentes structures si elles ne veulent pas être assimilées aux pratiques de leur sous-traitant.

Pour plus d'information, veuillez contacter notre porte-parole Bob le Précaire au numéro 0499.39 29 38.

www.flexblues.be



ETRE PRÉCAIRE

Cela veut dire un certain nombre de bonnes choses (accumulation de diverses connaissances et savoir-faires par le biais du travail, expériences de vie en construction permanente), et beaucoup de mauvaises (vulnérabilité, insécurité, pauvreté et manque de protection sociale).

Mais les situations sont tellement diverses, tellement particulières, qu'il est difficile de trouver des dénominateurs communs ou des différences claires par lesquels s'enrichir mutuellement.

Il est compliqué de s'exprimer, de se définir soi-même à partir du terrain commun de la précarité: nous sommes à même de nous passer d'une identité collective bien définie dans laquelle nous puissions nous reconnaître, nous sommes multiples et singuliers, mais nous n'en éprouvons pas moins le besoin urgent d'un certain rassemblement.

Communiquer le manque et l'excès de toutes nos situations de travail et de vie permet d'essayer d'échapper à la fragmentation néo-libérale qui sépare les êtres humains et les affaiblit en les transformant en victimes de la peur, de l'exploitation ou de l'égoïsme du "chacun/e pour soi".

Par dessus tout, nous voulons rendre possible la construction d'autres possibilités de vie à travers l'élaboration d'une lutte partagée et créative.

contact@flexblues.be



ETRE PRÉCAIRE

Cela veut dire un certain nombre de bonnes choses (accumulation de diverses connaissances et savoir-faires par le biais du travail, expériences de vie en construction permanente), et beaucoup de mauvaises (vulnérabilité, insécurité, pauvreté et manque de protection sociale).

Mais les situations sont tellement diverses, tellement particulières, qu'il est difficile de trouver des dénominateurs communs ou des différences claires par lesquels s'enrichir mutuellement.

Il est compliqué de s'exprimer, de se définir soi-même à partir du terrain commun de la précarité: nous sommes à même de nous passer d'une identité collective bien définie dans laquelle nous puissions nous reconnaître, nous sommes multiples et singuliers, mais nous n'en éprouvons pas moins le besoin urgent d'un certain rassemblement.

Communiquer le manque et l'excès de toutes nos situations de travail et de vie permet d'essayer d'échapper à la fragmentation néo-libérale qui sépare les êtres humains et les affaiblit en les transformant en victimes de la peur, de l'exploitation ou de l'égoïsme du "chacun/e pour soi".

Par dessus tout, nous voulons rendre possible la construction d'autres possibilités de vie à travers l'élaboration d'une lutte partagée et créative.

contact@flexblues.be

